

DISTRIBUTION DES LOGEMENTS

Noureddine Moussa charge les collectivités locales

Encore des annonces dans le secteur du logement, des annonces qui ne convainquent plus personne. En intervenant hier sur les ondes de la Chaîne III de la Radio algérienne, le ministre de l'Habitat, Noureddine Moussa, n'a pas trouvé mieux que de se rabattre sur des chiffres et statistiques de son département pour répondre aux questions de l'animatrice.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - De toutes les contestations populaires, et l'on en recense plus de 10 000 depuis 1999, le logement figure comme la principale revendication et détonateur des émeutes enclenchées un peu partout à travers le pays. Un secteur ayant englouti des dizaines de milliards de dollars américains – encore 50 milliards USD pour le quinquennat 2010-2014, soit 17% du programme en question – et l'on n'arrive toujours pas à juguler la crise. Ceci, au moment où la demande est sans cesse grandissante. «Ça ne

dépend pas de la bonne volonté de ceux en charge du programme, du maître de l'ouvrage, mais de bien d'autres paramètres : foncier, disponibilité des matériaux de construction,...», a estimé le ministre s'agissant du respect des délais de réalisation. Et d'ajouter : «La construction des logements est une action dynamique où il y a parfois des résiliations de contrat avec les promoteurs défaillants d'autant que nos entreprises travaillent à plein régime, vu le volume des programmes de développement et qu'elles ont également à construire

d'autres équipements publics (écoles, universités,...). Nous avons été autorisés à faire appel aux entreprises étrangères, mais cette option n'était pas d'un grand secours».

Chose qui pousse néanmoins les demandeurs à squatter les logements achevés. M. Moussa a avoué que les collectivités mettent beaucoup de temps pour attribuer les logements livrés et notifiés par le ministère de l'Habitat. «Il est, de nos jours, plus facile de réa-liser des logements que de les attribuer. Et il y a un temps assez long entre la livraison et l'occupation effective de ces logements. Pourtant, tout est codifié par le décret de 1988 fixant les critères d'attribution», a-t-il avancé. Or, continue-t-il d'expliquer, «l'offre reste faible par rapport à la demande grandissante et c'est à cause de cela qu'il y

a des contestations. Le même décret définit les voies de recours, et je pense que les choses se passent plutôt le plus normalement du monde». Mais, «il y a des passe-droits, du piston, c'est la réalité !», insiste l'animatrice. «Il y a une commission composée de représentants de diverses structures, qui se penche sur ces attributions, suivant des critères bien définis par la loi. C'est un travail fait par des hommes et peut-être qu'il y a des insuffisances, des dépassements, mais je ne vois pas comment peuvent survenir des passe-droits», réplique-t-il.

Bref, un aveu d'échec à peine maquillé par ce tableau statistique. «Livraison d'un million de logements au bout du quinquennat 2005-2009, 190 000 fin 2010 et nous projetons de livrer un peu

plus de 250 000 logements par an, jusqu'à 2014 pour arriver à nos objectifs (1,2 million de logements).

La construction d'un million de logements nécessite au moins 1,5 occupation (emplois) sur la période. De 22 000 entreprises en 2005, nous disposons actuellement de 31 800. Ces deux programmes ont une portée économique et sociale et le secteur a favorisé la création d'entreprises et d'emplois», précise-t-il.

Encore de l'effet d'annonce : «Nous avons rajouté, en vertu du dernier Conseil des ministres, un programme de 50 000 logements promotionnels destinés aux jeunes de moins de 35 ans, c'est un appoint au programme existant. Nous avons suggéré une formule de vente à tempérament et le dossier et au niveau du ministère des Finances. C'est une formule qui res-

semblera probablement à la location-vente, mais elle est encore au stade des discussions». Sur quelle base le gouvernement a fait ses calculs en matière d'aide à l'accès à la propriété du moment que l'apport personnel reste inaccessible, aux jeunes surtout ? «Le financement est un montage triangulaire et l'apport n'est pas fixe, il dépend de la solvabilité de chacun vis-à-vis de son banquier. Plus il est solvable, plus le montant du crédit bancaire réduit l'apport personnel», explique-t-il. Et de conclure : «Les jeunes de moins de 35 ans bénéficient de 40% des LPL (logement public locatif) et ce paramètre est pris en considération dans la distribution de ces logements.»

L. H.

LES SPÉCIALISTES L'ONT EXPLIQUÉ HIER

La promotion du prélèvement d'organes sur cadavre est une urgence

Selon le professeur Rayane et alors que l'objectif pour l'année écoulée était de réaliser 200 greffes, seulement 100 ont été effectuées en 2010. Il a, ainsi, appelé à l'urgence de la relance des dons et notamment du prélèvement sur cadavre.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a appelé hier, lors du lancement de la centième greffe rénale à l'hôpital Béni-Messous, à l'élaboration d'un plan de campagne de sensibilisation et de médiation du don d'organes. Ce sont, en effet, près de 6 000

personnes malades qui attendent de recevoir un rein. Le professeur Rayane expliquera, par ailleurs, que toutes les greffes ont été effectuées grâce au don de personnes vivantes et un seul prélèvement a été réalisé l'année passée à partir d'une personne décédée. Le professeur précisera, cependant, que 10% des

personnes qui décèdent ne peuvent être prélevées.

«Dans d'autres pays, les prélèvements peuvent aussi se faire avec un cœur non battant. En Algérie, nous devons encore faire le prélèvement sur un cœur battant», a expliqué le professeur Rayane. Il dira aussi que le don d'organes est un problème de société et lancera un appel de sensibilisation en vue de multiplier les dons.

Le professeur Rayane a, par ailleurs, annoncé que l'Institut national du rein sera opérationnel dès le mois de juin prochain. Au niveau national, ce sont dix centres qui réalisent les greffes rénales.

Concernant les échecs des greffes, elles sont estimées selon le professeur Rayane à 10 %, ce qui, selon lui, est une moyenne raisonnable. Ainsi, l'on note selon le spécialiste, 85 % à

90% de survie des greffons lors de la première année qui suit la transplantation. Le ministre de la Santé a aussi précisé qu'il y a 13 500 dialysés en Algérie et entre 4 000 à 4 500 nouveaux cas d'insuffisants rénaux chaque année.

La greffe a déclaré le ministre, permettra aux malades dialysés durant de longues années d'accéder à une meilleure qualité de vie.

Concernant le prélèvement sur cadavre, le ministre soulignera le fait que la loi ne s'y oppose pas mais qu'il s'agit de sensibiliser à grande échelle en vue de permettre un maximum de dons pour sauver des vies. Il évoquera aussi un programme spécial santé dans le Sud et les Hauts-Plateaux.

Ce dernier, selon le ministre, inclura un large programme de formation qui

sera effectué dans ces régions isolées en direction du corps médical. Ce sont notamment des professeurs du nord du pays qui prendront en charge ce programme de perfectionnement.

«Ces écoles de médecine permettront la stabilité de ces régions et de répondre aux besoins de populations locales», a déclaré le ministre.

F-Z. B.

PÉNURIE D'ANESTHÉSANTS

Djamel Ould-Abbès ouvre une enquête

Le ministre de la Santé a annoncé, hier, en marge du lancement de la centième greffe rénale au CHU Béni-Messous, qu'une enquête a été ouverte concernant la pénurie d'anesthésiants au niveau des hôpitaux. Selon Djamel Ould-Abbès, le produit est disponible et a été dispatché par la Pharmacie centrale des hôpitaux, suivant un programme avancé par les services hospitaliers. Toutefois, a expliqué le ministre, une partie du stock a été utilisée et le reste a ni plus ni moins disparu. Il accusera des responsables d'avoir sciemment provoqué la crise et la pénurie qui a paralysé les blocs opératoires d'un nombre important de services. Le ministre a aussi été abordé, hier, par des chirurgiens dentistes lors de sa visite qui ont tenu à exprimer leur ras-le-bol devant la précarité vécue au quotidien dans l'exercice de leurs fonctions. Il demandera aux protestataires de se présenter au ministère avec une plate-forme de revendications.

F-Z. B.

NOUVEAUX DISPOSITIFS D'EMPLOI

Les décrets exécutifs prêts dans une dizaine de jours

Nouvelle offensive du département de Louh : il présidait hier une rencontre pendant laquelle il a expliqué, une heure durant, les nouvelles mesures en matière de création d'emplois.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le communiqué du Conseil du gouvernement sert visiblement de feuille de route.

Il a été largement distribué aux personnes présentes à la réunion d'hier avant que le ministre du Travail ne prenne le soin de le décortiquer mesure par mesure et d'annoncer qu'il assisterait dans l'après-midi même à un second conseil interministériel consacré à l'élaboration des décrets exécutifs permettant la mise en application des mesures en question.

Ces textes devraient être prêts «dans une dizaine de jours», a indiqué le ministre qui a reconnu que beaucoup des emplois créés dans le cadre des différents dispositifs étaient temporaires. «Certes, les emplois sont temporaires mais nécessaires.

Ceux qui ont une autre alternative n'ont qu'à la présenter, on pourra en discuter mais je tiens à dire que nous

AUGMENTATION DES TARIFS DU TRANSPORT SANITAIRE

Le nîet de Louh

Point d'augmentation des tarifs du transport sanitaire pour le moment. Tayeb Louh a clairement dit hier aux représentants des ambulanciers que la CNAS avait d'autres priorités pour le moment et ne se penchera pas sur cette doléance pour l'heure. Les tarifs, précise le ministre du Travail, obéissent à des normes et ne peuvent être ajustés uniquement pour assurer la rentabilité des ambulanciers. Ces derniers réclament depuis plusieurs mois la suppression de la TVA, une doléance que le ministère des Finances avait déjà rejetée en dépit du fait que cette dernière est supportée par les malades transportés.

N. I.

SIT-IN À LA RAFFINERIE DE SKIKDA

Les employés demandent le départ de la section syndicale

Près de 500 employés de la division de raffinage de la raffinerie de Skikda ont observé, hier aux environs de 12h30, un sit-in au sein du complexe. Le mot d'ordre a été suivi aussi bien par le personnel administratif que par les agents d'intervention et les agents de sécurité. Une décision a été prise toutefois pour assurer le service minimum, une cinquantaine de travailleurs étant restés à leurs postes respectifs. Brandissant des pancartes sur lesquelles il est exigé le départ immédiat de la section syndicale, les contestataires reprochent à cette dernière d'avoir failli à sa mission de défense des travailleurs. «L'essor de notre société est conditionné par le départ de la section syndicale issue d'élections truquées. C'est simple comme bonjour», nous dira un groupe de travailleurs. Une pression a été exercée sur les syndicalistes, qui ont délégué deux représentants pour s'entretenir de la décision à prendre avec les responsables de l'UGTA, à la cité des Frères Ayachi (la CIA). Le deuxième point à l'ordre du jour des revendications est lié à l'alignement de la raffinerie sur la Sonatrach. Cette contestation coïncide avec le déplacement de Benchouia Abdelkader, vice-président AVAL, à Skikda. Cet ex-directeur de la raffinerie a rencontré, selon des sources concordantes, les responsables du GK1K, au niveau de la DRH. Quatre travailleurs, dont deux femmes, représentant la Somik, qui est à son cinquième jour de débrayage, se sont déplacés pour s'entretenir avec lui. Une grande tension prévaut ces jours-ci dans la zone industrielle de Skikda. Les travailleurs ne comptent pas baisser les bras avant la satisfaction de leurs revendications.

Zaïd Zoheir